ENTREVUE AVEC RAYMOND THÉBERGE

Raymond Théberge occupe le poste de directeur général du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] depuis juin 2005. Avant son arrivée au CMEC, M. Théberge était sous-ministre adjoint au Bureau de l'éducation française du ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse du Manitoba. Il a également assumé les fonctions de doyen de la faculté d'éducation au Collège universitaire de Saint-Boniface.

EST-IL PLUS FACILE OU PLUS DIFFICILE DE VIVRE EN TANT QUE MEMBRE D'UNE MINORITÉ LINGUISTIQUE AU CANADA AUJOURD'HUI QU'IL Y A 10 ANS ? POURQUOI ?

Les jeunes des communautés francophones en milieu linguistique minoritaire continuent à vivre entourés de nombreux défis. Cependant, je ne crois pas que l'on puisse affirmer qu'il est plus difficile de vivre en tant que francophone en milieu linguistique minoritaire aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Toutefois, je crois que ce milieu a beaucoup changé depuis cette époque.

Dans certaines situations, telle que l'exogamie, les défis sont les mêmes aujourd'hui qu'il y a une décennie. Nos écoles doivent continuer de fonctionner efficacement malgré ce fait ce qui explique que de nombreux jeunes élèves ont besoin d'être épaulés en matière de francisation. Pour le personnel enseignant, ce n'est pas toujours facile d'enseigner dans une salle de classe où les élèves ont des niveaux de français différents. De plus, l'une des responsabilités des enseignantes et enseignants est d'aider les élèves à réussir les apprentissages prescrits dans le programme d'études.

Les défis que pose cette diversité peuvent aussi être amplifiés par l'hétérogénéité linguistique des forts mouvements de migration d'élèves provenant de pays membres de la francophonie. Ce phénomène se fait particulièrement sentir dans les collectivités francophones en milieu urbain et peut présenter des difficultés pour les écoles francophones. Il constitue cependant une excellente occasion d'augmenter le nombre d'élèves inscrits dans ces établissements.

Les jeunes francophones en milieu linguistique minoritaire d'aujourd'hui vivent donc, selon moi, dans un environnement différent de celui d'il y a 10 ans. Ces nouvelles réalités apportent à la fois des éléments positifs, mais également certains qui peuvent paraître négatifs.

L'amélioration de l'environnement scolaire francophone, comparativement à celui d'il y a 10 ans, est due au fait que nous avons réussi à identifier la plupart des facteurs propres à cette clientèle. Ces derniers nous ont permis de développer des approches pédagogiques qui répondent mieux à certains besoins des élèves francophones. En 2004, le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] a rendu publique une analyse de l'évaluation du Programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS) sur les résultats des élèves francophones en milieu linguistique minoritaire. Cette analyse a clairement établi que leur rendement était inférieur à la moyenne canadienne en lecture, en écriture et en sciences. Elle a aussi démontré que nos élèves éprouvaient des difficultés dans plusieurs matières pour lesquelles une solide connaissance de la langue est un élément important pour permettre la compréhension des concepts de base. Le développement insuffisant des compétences langagières de base peut constituer un obstacle à l'apprentissage, ce qui expliquerait, en partie, les faibles résultats des élèves francophones en milieu linguistique minoritaire. L'analyse a également permis de dégager que certains de ces élèves ont une moins grande confiance en eux et en leurs habiletés d'apprentissage, qu'ils font preuve d'une utilisation limitée des stratégies cognitives et qu'ils ont recours plus fréquemment à des stratégies d'évitement. Il a donc semblé important, à la lumière de ces résultats, de concevoir des outils pédagogiques visant à appuyer et favoriser le développement des compétences langagières de ces élèves.

C'est par l'entremise du CMEC que les ministres de l'Éducation ont mis sur pied des projets de collaboration qui permettent d'utiliser au maximum des ressources souvent limitées. La répartition démographique des communautés francophones en milieu linguistique minoritaire et la taille très différente des collectivités dans toutes les provinces et territoires du Canada font qu'il est souvent difficile d'obtenir des ressources pédagogiques propres aux besoins de chaque clientèle.

Le Projet pancanadien de français langue première du CMEC a permis à neuf provinces et trois territoires de travailler ensemble au développement de ressources pédagogiques qui répondent spécifiquement aux besoins des élèves francophones. En 2003, le CMEC a lancé la première phase de ce projet qui a abouti à la création d'une

« Dans certaines situations, telle que l'exogamie, les défis sont les mêmes aujourd'hui qu'il y a une décennie. Nos écoles doivent continuer de fonctionner efficacement malgré ce fait, ce qui explique que de nombreux jeunes élèves ont besoin d'être épaulés en matière de francisation. »

trousse en francisation. Cette nouvelle ressource a été très appréciée par le personnel enseignant des écoles francophones en milieu linguistique minoritaire. Elle a offert des stratégies qui permettent aux enseignantes et enseignants d'aider les élèves du primaire à développer les habiletés langagières nécessaires pour leur réussite tant à l'école que dans la communauté francophone.

Par la suite, le CMEC a consacré de nombreux efforts pour développer la deuxième phase de ce projet. Cette dernière avait pour objectif d'accroître les activités reliées à la communication orale lors des pratiques pédagogiques des enseignantes et enseignants francophones en milieu linguistique minoritaire et de renforcer l'utilisation par leurs élèves de stratégies cognitives, métacognitives et socio-affectives en lecture et en écriture.

Le résultat de ces efforts a permis au CMEC, de procéder, au printemps 2008, au lancement d'une nouvelle trousse contenant des outils pédagogiques pour répondre à ces deux objectifs. Cette trousse permet de contribuer significativement au développement d'une pédagogie propre aux écoles francophones en situation linguistique minoritaire.

Je dirais donc que malgré les défis auxquels font face les jeunes francophones en milieu linguistique minoritaire, ils disposent aujourd'hui, plus qu'il y a 10 ans, d'un plus grand nombre d'outils pour assurer leur développement.

SELON VOUS, QUEL EST LE PLUS GRAND AVANTAGE D'AVOIR UNE BONNE CONNAISSANCE DES DEUX LANGUES OFFICIELLES DU CANADA ?

Le personnel du CMEC vit chaque jour le bilinguisme en fonctionnant dans les deux langues officielles du Canada. En effet, nous communiquons constamment avec les employées et les employés de tous les ministères de l'Éducation du Canada autant en français qu'en anglais. Nous participons à des réunions pancanadiennes durant lesquelles les deux langues officielles sont utilisées et établissons des liens interpersonnels solides avec les représentantes et représentants de chaque ministère ce qui facilite la réalisation de nombreux projets communs.

Il est indéniable qu'être bilingue au Canada demeure un atout très important. Le bilinguisme peut donner aux jeunes Canadiennes et Canadiens certains avantages professionnels leur permettant d'occuper des postes dans des organismes œuvrant à l'échelle internationale. De plus, la maîtrise des deux langues officielles incite l'apprentissage de langues supplémentaires ce qui ouvre encore d'autres horizons à nos jeunes.

Dans le but de promouvoir l'apprentissage des deux langues officielles du Canada, le CMEC administre conjointement avec les provinces et territoires les programmes de bourses Explore et Destination Clic et les programmes des moniteurs de langues Accent et Odyssée. Ces programmes, que le CMEC coordonne au niveau pancanadien, ont été rendus possibles grâce à des ententes de financement conclues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires.

Les ententes, qui portent sur l'enseignement des langues officielles dans les provinces et les territoires, prévoient le financement du projet pédagogique des écoles francophones. Elles prévoient également la promotion du bilinguisme au Canada par l'entremise des programmes de français langue seconde et d'anglais langue seconde.

Le bilinguisme restera toujours un atout dans une société de plus en plus diversifiée et hétérogène.

EN PENSANT À L'AVENIR ET JUSQU'EN 2020, ÊTES-VOUS OPTIMISTE EN CE QUI CONCERNE LA SITUATION DES MINORITÉS DE LANGUE OFFICIELLE AU CANADA ? POURQUOI OU POURQUOI PAS ? QUE DEVRAIT FAIRE LE GOUVERNEMENT POUR VOUS RENDRE PLUS OPTIMISTE ?

Je suis très optimiste quant aux perspectives d'avenir des minorités de langue officielle au Canada. Le CMEC d'ailleurs fait de 2020 le point de mire de ses efforts actuels. Les ministres de l'Éducation ont récemment publié une déclaration intitulée *L'Éducation au Canada – Horizon 2020*, dans laquelle ils s'engagent à participer à la promotion et à la mise en œuvre de programmes de soutien à l'enseignement dans la langue de la minorité parmi les plus exhaustifs au monde. Le leadership exercé par le CMEC veut être un modèle pour tous les intervenants et intervenantes du secteur de l'éducation.

Cette déclaration montre l'engagement du CMEC à continuer ses efforts pour veiller à ce que les collectivités francophones en milieu linguistique minoritaire disposent des services nécessaires à leur bon fonctionnement. Un des piliers de cette déclaration se construit autour des besoins en apprentissage et développement de la petite enfance, afin d'assurer que tous les enfants puissent avoir accès à une éducation préscolaire de haute qualité dès leur entrée à l'école.

Un autre point important de cette déclaration porte sur les systèmes scolaires primaires et secondaires. Il précise que tous les enfants devraient avoir droit à un enseignement et des possibilités d'apprentissage inclusifs, leur permettant d'acquérir des compétences de calibre mondial en littératie, en numératie et en sciences. Les ministres de l'Éducation veulent promouvoir une éducation de qualité pour les collectivités francophones en milieu linguistique minoritaire.

Pour terminer, j'aimerais rappeler, tel qu'énoncé dans la déclaration, que le Canada de 2020 continuera à être société qui reconnaît le lien direct qui existe entre une population instruite et une économie prospère, basée sur le savoir pour le XXIe siècle, une société ouverte, égalitaire et progressiste qui permet à tous les Canadiens et Canadiennes de nombreuses occasions de croissance personnelle. Je suis fier de diriger une organisation qui continue de démontrer que les besoins des jeunes francophones vivant en milieu linguistique minoritaire est une priorité pancanadienne.

ROUTLEDGE

The Journal of Transatlantic Studies

New to Routledge in 2008

***Editor: Alan P. Dobson**, University of Dundee, UK*



The Journal of Transatlantic Studies
is multi - and inter-disciplinary, embracing:

- History, International Relations and Security Studies
- Literature and Culture
- Comparative Politics and Constitutionalism
- Economic and Business History, Planning, and the Environment
- Area Studies, Transmission of Ideas and Migration

Standard issues attempt to strike a balance between the disciplines, though History, IR and Security Studies articles tend to predominate. Themed issues are also published. In the past, these have been on the impact of 9/11, on the Anglo-American relationship and on NATO's contemporary challenges. In the future, themed issues are planned on Canada and transatlantic relations, on perspectives from East and Central Europe from a literary and cultural perspective, and on the US Secretaries of State.

Special Issue: Canada and the Transatlantic World
Now US$20/£15
For more information and to order visit:
www.tandf.co.uk/journals/spissue/rjts-si.asp

Submissions
The Journal of Transatlantic Studies
welcomes international submissions.
Manuscripts should be submitted to:
Alan Dobson
email: **a.p.dobson@dundee.ac.uk**

For further information, or to request a sample copy, please contact Lucy Parrott **Lucy.Parrott@tandf.co.uk** quoting YF10501A

www.informaworld.com/RJTS Routledge Taylor & Francis Group